

[Texte]

broad range of member services and to conduct studies and research into matters affecting accounting and auditing. In this regard, a significant amount of resources have been dedicated over the past 44 years to the development of a codified set of accounting and auditing standard guidelines. These are published in the CICA handbook, which you will hear us refer to through the course of the afternoon.

• 1545

A significant amount of professional volunteer time goes into this work. Our volunteers spend approximately 5,000 person-days a year working on standards. This is a contribution not merely by chartered accountants but also by people from the world of commerce, government, academia, and law, as well as representatives of the Financial Executive Institute of Canada, the Society of Management Accountants of Canada, and the Canadian Council of Financial Analysts. Representatives from all these organizations participate fully in the formation of accounting standards.

The Accounting Research Advisory Board participates in setting up priorities for the CICA Accounting Standard Committee. It provides a forum for the views of a cross-section of those who are affected by, and who have an important role in the acceptance of, the accounting recommendations set in the CICA handbook. Members are selected from other groups: industry, financial institutions, government, securities commissions, academia, law, financial press, analysts, and auditors. A number of the members of the board are non-chartered accountants.

While the Provincial Institute of Chartered Accountants require that the members meet our accounting and auditing standards and guidelines in their professional practice, the standards we establish also have a broader rule and significance. The standards and guidelines created by the institute are extensively used by businesses across Canada to assist them in the resolution of matters of professional judgment in the accounting area.

Various governments across Canada require those who prepare financial statements, and those who conduct annual audits of businesses, to follow the handbook in their work.

My colleague Mr. Chester will speak far more fully to the precise nature of our standards, about the ways they affect chartered accountants and others in the business community. Suffice it to say that the bill we are considering this afternoon does not change in any way the existing allocation or responsibility for standard-setting in accounting and auditing within Canada.

In Bill S-10, the role of the CICA in the standard-setting area is provided for in paragraph 2.(2)(c), which reads:

[Traduction]

de comptable agréé, de fournir une vaste gamme de services aux membres, et de mener des études et des recherches dans des domaines touchant la comptabilité et la vérification. À cet égard, des ressources importantes ont été consacrées, au cours des 44 dernières années, au développement d'un ensemble codifié de normes et de notes d'orientation en comptabilité et en vérification. Ces dernières sont publiées dans le manuel de l'ICCA auquel vous nous entendrez faire référence au cours de l'après-midi.

Ce travail nécessite beaucoup de temps de la part de nos bénévoles. Ces derniers consacrent environ 5,000 jours-personnes par année aux travaux de normalisation. Ce ne sont pas seulement les comptables agréés qui contribuent de leur temps, mais également des personnes provenant des milieux commerciaux, gouvernementaux, universitaires et juridiques, ainsi que des représentants de l'Institut des cadres financiers du Canada, de la Société des comptables en management du Canada, et du Conseil canadien des analystes financiers. Des représentants de tous ces groupes participent pleinement à la formulation des normes de comptabilité et de vérification.

Le Conseil consultatif de la recherche comptable participe à l'étude des priorités du Comité des normes comptables de l'ICCA. Il constitue un lieu d'échange de vues pour les représentants de ceux qui sont touchés par les recommandations de la section comptabilité du manuel de l'ICCA ou de ceux qui peuvent influencer de façon significative sur leur acceptation. Ces membres proviennent notamment des entreprises, des institutions financières, des pouvoirs publics, des commissions des valeurs mobilières, de l'université, de la profession juridique, de la presse financière, des cabinets d'analystes et des cabinets de vérificateur. Un certain nombre de membres de ce conseil ne sont pas des C.A.

Les ordres provinciaux de comptables agréés exigent que leurs membres respectent nos normes et notes d'orientation en matière de comptabilité et de vérification dans l'exercice de la profession, mais les normes que nous élaborons ont également un rôle et une signification plus larges. Les normes et notes d'orientation élaborées par l'institut sont largement utilisées par les entreprises canadiennes. Ces dernières s'en servent pour faciliter la résolution de questions de jugement professionnel dans le domaine de la comptabilité.

Divers gouvernements canadiens exigent de ceux qui dressent des états financiers, et de ceux qui les vérifient, qu'ils se conforment au manuel dans leur travail.

Monsieur le président, mon collègue M. Chester vous entretiendra plus longuement de la nature précise de nos normes, de la façon dont elles touchent les comptables agréés et d'autres intervenants du monde des affaires. Je me contenterai de dire que le projet de loi que nous étudions cet après-midi ne modifie en aucune façon le partage actuel des responsabilités en matière de normalisation dans les domaines de la comptabilité et de la vérification au Canada.

Le rôle de l'ICCA, en matière de normalisation, est défini à l'alinéa 2(2)c) du projet de loi S-10, qui se lit comme suit: